

Le piÃ¨ge dâ??Oslo: Comment lâ??OLP a signÃ© son propre arrÃªt de mort

Description

Par Raef Zreik, le 11 Septembre 2023

De concessions asymÃ©triques en renoncements Ã la lutte armÃ©e, le sort des Palestinien.ne.s Ã©tait scellÃ© avant mÃªme quâ??Arafat et Rabin ne se serrent la main.



Des policiers palestiniens cÃ©lÃ¨brent leur entrÃ©e dans JÃ©richo, lâ??une des premiÃ¨res villes Ã Ãªtre passÃ©e sous le contrÃ´le de lâ??AutoritÃ© palestinienne conformÃ©ment aux accords dâ??Oslo, le 13 mai 1994. (Yossi Zamir/Flash 90)

Les accords dâ??Oslo ont Ã©tÃ© nÃ©gociÃ©s alors que jâ??Ã©tais un jeune avocat au dÃ©but de ma carriÃ¨re, aprÃ¨s avoir vÃ©cu des annÃ©es en tant quâ??Ã©tudiant Ã JÃ©rusalem dans lâ??ombre de la premiÃ¨re Intifada. Jâ??avais quittÃ© la ville en 1990, usÃ© en grande partie par JÃ©rusalem elle-mÃªme, la tension constante et lâ??intense activitÃ© politique contre lâ??occupation. Il nâ??est donc pas Ã©tonnant quâ??en dÃ©pit de mes critiques dâ??Oslo, ces journÃ©es mâ??aient donnÃ© une petite lueur dâ??espoir â?? peut-Ãªtre que quelque chose de nouveau Ã©tait en train de naÃ®tre aprÃ¨s tout. Mais mÃªme si je souhaitais que lâ??accord fonctionne, dans mon esprit, je

savais quâ??il nâ??en Ã©tait rien.

Il y avait, Ã lâ??Ã©poque, toutes sortes dâ??opposants Ã Oslo au sein de lâ??opinion publique palestinienne. DÃ¨s le dÃ©part, certains palestinien.ne.s nâ??ont pas cru Ã la solution des deux Ã?tats et lâ??ont considÃ©rÃ©e comme une dÃ©faite pour la cause palestinienne. Je nâ??Ã©tais pas lâ??un dâ??entre eux : mon opposition Ã Oslo dÃ©coulait plutÃ´t dâ??une conviction intime que les accords eux-mÃªmes ne pouvaient pas rÃ©ellement conduire Ã une telle solution. Je nâ??ai pas Ã©tÃ© influencÃ© par ce qui se disait Ã la tÃ©lÃ©vision ou dans le discours public ; au contraire, je me suis assis et jâ??ai lu les accords avec les yeux dâ??un jeune juriste. AprÃ¨s tout, un accord politique contient sa propre logique contractuelle : il fixe un calendrier ferme, il y a des rÃ¨gles en cas de rupture de contrat, etc. Il mâ??a semblÃ© que les nÃ©gociateurs.rices palestinien.ne.s auraient pu bÃ©nÃ©ficier dâ??un petit conseil juridique.

La formulation des accords dâ??Oslo pose trois problÃ¨mes majeurs, comme le montre lâ??Ã©change de lettres entre le Premier ministre israÃ©lien Yitzhak Rabin et le dirigeant de lâ??Organisation de libÃ©ration de la Palestine Yasser Arafat, qui a prÃ©cÃ©dÃ© la signature des accords sur la pelouse de la Maison Blanche, le 13 septembre 1993.

Le premier problÃ¨me est un dÃ©sÃ©quilibre dans la reconnaissance de la lÃ©gitimitÃ© de lâ??autre partie. Lâ??OLP a reconnu IsraÃ«l et son droit Ã lâ??existence, ainsi que les rÃ©solutions 242 du Conseil de SÃ©curitÃ© (qui demandait le retrait des soldat.e.s israÃ©lien.ne.s des territoires occupÃ©s et reconnaissait la souverainetÃ©, lâ??intÃ©gritÃ© territoriale et lâ??indÃ©pendance politique de chaque Ã?tat de la rÃ©gion aprÃ¨s la guerre de 1967) et 338 (qui demandait un cessez-le-feu aprÃ¨s la guerre de 1973). En contrepartie, IsraÃ«l nâ??a pas reconnu le droit du peuple palestinien Ã un Ã?tat ni son droit Ã lâ??autodÃ©termination. Il sâ??est contentÃ© de reconnaÃ®tre lâ??OLP comme le seul reprÃ©sentant du peuple palestinien.

Cette absence dâ??Ã©quivalence a fait de lâ??OLP un simple rÃ©cipient vide ; il y a en effet une diffÃ©rence entre reconnaÃ®tre lâ??existence de lâ??OLP et reconnaÃ®tre la lÃ©gitimitÃ© de ses revendications politiques. De plus, Ã lâ??Ã©poque, IsraÃ«l avait un intÃ©rÃªt stratÃ©gique Ã reconnaÃ®tre lâ??OLP comme le seul reprÃ©sentant du peuple palestinien. Si IsraÃ«l le faisait, la reconnaissance par lâ??OLP du droit dâ??IsraÃ«l Ã exister serait censÃ©e reprÃ©senter la voix de lâ??ensemble de la nation palestinienne. La reconnaissance dâ??IsraÃ«l par lâ??OLP nâ??aurait eu aucun sens si elle nâ??avait pas Ã©manÃ© dâ??un reprÃ©sentant authentique.



Le Premier ministre israÃ©lien Yitzhak Rabin, le chef de lâ??OLP Yasser Arafat et le prÃ©sident amÃ©ricain Bill Clinton lors de la cÃ©rÃ©monie de signature des accords dâ??Oslo sur la pelouse de la Maison Blanche, Washington, D.C., 13 septembre 1993. (GPO/Avi Ohayon)

Dans cette optique, la nature instrumentale de lâ??OLP en tant quâ??organe reprÃ©sentatif est claire. Un reprÃ©sentant peut agir soit dans lâ??intÃ©rÃªt, soit au dÃ©triment de la personne quâ??il reprÃ©sente. Le reprÃ©sentant peut exiger de lâ??autre partie, mais il peut aussi faire des concessions au nom des personnes quâ??il reprÃ©sente. Lorsque lâ??OLP a prÃ©sentÃ© des revendications et des exigences claires, IsraÃ«l a rejetÃ© ses demandes, mais lorsquâ??elle a reconnu IsraÃ«l et offert des concessions au nom des Palestinien.ne.s, IsraÃ«l nâ??a eu aucun problÃ¨me Ã traiter lâ??OLP comme le porte-parole des Palestinien.ne.s.

En fait, lâ??OLP a utilisÃ© son capital symbolique en tant que reprÃ©sentant du peuple palestinien pour apparaÃ®tre sur la scÃ¨ne mondiale et annoncer lâ??absence du peuple et lâ??Ã©limination de son rÃ©cit. Il sâ??agissait en fait du dernier acte significatif de lâ??OLP dans lâ??arÃ¨ne politique. IsraÃ«l voulait que la reconnaissance de lâ??OLP agisse comme une dÃ©claration de facto de son propre suicide. Depuis lors, lâ??OLP a cessÃ© dâ??Ãªtre un acteur politique important, et tout ce quâ??il en reste fonctionnellement est lâ??AutoritÃ© Palestinienne â?? qui sert de sous-traitant Ã IsraÃ«l pour les rÃ©pressions violentes en Cisjordanie.

Deux ans aprÃ¨s la signature des accords, lâ??OLP sâ??est engagÃ©e Ã annuler les sections de la Charte nationale palestinienne qui ne reconnaissent pas IsraÃ«l. Ã? lâ??Ã©poque, cette dÃ©cision mâ??a semblÃ© irrÃ©flÃ©chie ; jâ??ai publiÃ© un article dans Haaretz intitulÃ© Â« Il nâ??y a pas de compromis sans reconnaissance Â». Lâ??annulation des dÃ©clarations de la Charte sâ??est faite sans aucune action de la part dâ??IsraÃ«l en retour, qui refusait toujours de sâ??engager Ã reconnaÃ®tre un Ã?tat palestinien dans les territoires occupÃ©s ou le droit Ã lâ??autodÃ©termination du peuple palestinien et dâ??autres droits nationaux dans sa patrie.

Ces facteurs historiques ont contribuÃ© Ã la situation actuelle, dans laquelle IsraÃ«l est un Â« fait sur le terrain Â» inamovible et a rÃ©duit lâ??Ã©tendue du territoire sur la table des nÃ©gociations de lâ??ensemble dâ??IsraÃ«l/Palestine Ã la seule Cisjordanie, aujourdâ??hui le seul territoire qui puisse faire lâ??objet dâ??une quelconque discussion. Si le diffÃ©rend porte sur lâ??ensemble de la Palestine, alors la division de lâ??ensemble du territoire, du fleuve Ã la mer, en deux entitÃ©s, est la solution optimale. Mais si tout le problÃ¨me se rÃ©sume aux territoires occupÃ©s en 1967, une solution raisonnable consisterait Ã diviser le territoire contestÃ© entre les colons et les palestinien.ne.s.

Ce rÃ©trÃ©cissement du territoire Ã dÃ©battre modifie radicalement les rÃ¨gles du jeu : si les Palestiniens insistent pour contrÃ´ler la totalitÃ© des territoires occupÃ©s, ils seront perÃ§us comme des radicaux obstinÃ©s qui revendiquent tout pour eux. Le fait que les Palestiniens aient dÃ©jÃ renoncÃ© Ã leur droit sur plus des deux tiers de leur patrie avant mÃªme de sâ??asseoir Ã la table des nÃ©gociations nâ??est jamais pris en considÃ©ration. Il sâ??agit dâ??un piÃ¨ge tendu aux Palestiniens, qui nâ??ont pas pu sâ??en libÃ©rer jusquâ??Ã ce jour. Malheureusement, ce nâ??est pas le seul piÃ¨ge de ce type.

Des travailleurs.euses palestinien.ne.s traversent le point de contrÃ´le dâ??Eyal Ã Qalqilya au petit matin pour se rendre sur leur lieu de travail au-delÃ de la Ligne verte, en Cisjordanie occupÃ©e, le 10 janvier 2021. (Keren Manor/Activestills)

Des Â« terroristes Â» autoproclamÃ©.e.s

RÃ©cemment, des voix critiques de plus en plus nombreuses ont exigÃ© que lâ??OLP retire sa reconnaissance dâ??IsraÃ«l, puisque ce dernier nâ??a pas respectÃ© les conditions des accords dâ??Oslo. Mais il sâ??agit lÃ dâ??une affirmation dangereuse. La reconnaissance, de par sa nature mÃªme, est unique et ne peut Ãªtre rÃ©tractÃ©e. En outre, la reconnaissance nâ??est pas un bien

tangible, matÃ©riel â?? son importance rÃ©side dans son symbolisme, et en lâ??absence dâ??un tel symbolisme, elle est dÃ©pourvue de sens.

Si les Palestinien.ne.s souhaitent retirer leur reconnaissance, ils ne pourront plus jamais lâ??Ã©changer contre un retrait israÃ©lien des territoires sous son contrÃ´le, car les IsraÃ©lien.ne.s ne croiront jamais que la reconnaissance ne sera pas Ã nouveau annulÃ©e.

Lâ??Ã©change de lettres entre Arafat et Rabin comprenait Ã©galement une clause dans laquelle lâ??OLP sâ??engageait Ã renoncer au terrorisme, et pas seulement Ã le condamner. En dâ??autres termes, lâ??OLP elle-mÃªme acceptait dâ??appeler Â« terrorisme Â» la lutte quâ??elle avait menÃ©e jusquâ??alors. Cela a posÃ© plusieurs problÃ¨mes, mais je voudrais mâ??attarder sur lâ??un dâ??entre eux. Je nâ??ai pas lâ??intention dâ??engager un dÃ©bat sur la dÃ©finition du terrorisme. Le problÃ¨me est plutÃ´t liÃ© Ã lâ??avenir : que se passera-t-il si IsraÃ«l nâ??accepte pas de se retirer des territoires occupÃ©s ou dâ??adopter une solution Ã deux Ã?tats ? De quels moyens disposeront les Palestinien.ne.s pour lutter contre lâ??occupation ?

La rÃ©ponse difficile Ã ces questions est devenue douloureusement Ã©vidente Ã la fin des annÃ©es 90. IsraÃ«l a interrompu le processus dâ??Oslo et a poursuivi lâ??expansion du projet de colonisation. On ne savait pas du tout oÃ¹ le processus dâ??Oslo mÃ¨nerait et quelle serait la solution permanente en fin de compte. IsraÃ«l contrÃ´le la terre, lâ??air, les frontiÃ¨res, lâ??eau et toutes les ressources, et se contente de transfÃ©rer Ã lâ??AutoritÃ© Palestinienne la gestion dâ??une partie de la population sous occupation ; en dâ??autres termes, IsraÃ«l conserve le contrÃ´le effectif, mais fait peser toute la responsabilitÃ© sur les Ã©paules de lâ??AutoritÃ© Palestinienne. De plus, lâ??accord ne comportait pas de stipulation explicite interdisant la poursuite de la construction de colonies dans les territoires occupÃ©s.

Un manifestant de Deir Jarir brandit un drapeau palestinien aprÃ¨s une marche contre la construction sur des terres palestiniennes par des rÃ©sident.e.s de la colonie juive dâ??Ofra, en Cisjordanie occupÃ©e, le 26 avril 2013. (Issam Rimawi/Flash90)

Dans ces conditions, les Palestinien.ne.s ne pouvaient ni progresser vers un Ã?tat indÃ©pendant, ni revenir Ã la logique de la rÃ©volution et de la lutte armÃ©e. Non seulement ils.elles nâ??ont toujours pas le pouvoir et lâ??organisation pour le faire, mais ils.elles sont aussi conceptuellement piÃ©gÃ©.e.s par les accords dâ??Oslo. Le monde â?? surtout IsraÃ«l, lâ??Union europÃ©enne et les Ã?tats-Unis â?? a reconnu lâ??OLP Ã condition quâ??elle renonce au terrorisme et accepte certaines rÃ¨gles du jeu. Par consÃ©quent, le retour Ã la lutte armÃ©e est inÃ©luctablement considÃ©rÃ© comme un retour au terrorisme â?? sauf que cette fois, les Palestinien.ne.s eux-mÃªmes auront donnÃ© un nom Ã leur lutte, et ils lâ??ont eux-mÃªmes appelÃ©e terrorisme. DÃ©sormais, le reste du monde est autorisÃ© Ã lâ??appeler Ã©galement terrorisme.

Le langage du Â« terrorisme Â» sâ??est transformÃ© entre la premiÃ¨re et la deuxiÃ¨me Intifada. La premiÃ¨re Intifada a dÃ©butÃ© moins dâ??une gÃ©nÃ©ration aprÃ¨s le dÃ©but de lâ??occupation, de sorte que le monde lâ??a perÃ§ue, ainsi que la lutte palestinienne dans son ensemble, comme une

rÃ©ponse lÃ©gitime au rÃ©gime militaire. La seconde Intifada, qui a Ã©tÃ© dÃ©clenchÃ©e en rÃ©ponse aux violences massives commises par IsraÃ«l Ã la suite de la visite du Premier ministre israÃ©lien Ariel Sharon au Haram al-Sharif/mont du Temple en septembre 2000, sâ??est dÃ©roulÃ©e dans le contexte des nÃ©gociations de paix dâ??Oslo. Dans lâ??ensemble, les observateurs.rices internationaux.nales ont considÃ©rÃ© que chaque pierre lancÃ©e lors de la premiÃ¨re Intifada lâ??Ã©tait contre lâ??occupation et en faveur de la libÃ©ration nationale, mais les jets de pierres qui ont suivi Oslo ont Ã©tÃ© considÃ©rÃ©s comme du Â« terrorisme Â».

Le contexte a changÃ©, et avec lui la signification de la rÃ©sistance palestinienne. Il en rÃ©sulte que les pourparlers de paix avec IsraÃ«l nâ??aboutissent Ã aucun objectif, mais quâ??un retour Ã la lutte armÃ©e est Ã©galement problÃ©matique. Les Palestinien.ne.s sont pris au piÃ¨ge.

Je nâ??ai pas lâ??intention de proposer un manifeste pour lâ??avenir, mais je pense que toute idÃ©e de retour en arriÃ¨re, de rÃ©tablissement de lâ??OLP et de retour aux principes sur lesquels lâ??organisation a Ã©tÃ© fondÃ©e il y a 60 ans, est dÃ©sormais vouÃ©e Ã lâ??Ã©chec. Ã? partir de lÃ , nous ne pouvons quâ??aller de lâ??avant.

Lâ??OLP a fait son travail ; elle a gravÃ© le mot Â« Palestine Â» dans la conscience du monde et a prouvÃ© que le peuple palestinien existe bel et bien. La gÃ©nÃ©ration dâ??aujourdâ??hui a un rÃ´le diffÃ©rent dans une rÃ©alitÃ© diffÃ©rente : rÃ©diger un nouveau manifeste en Ã©tant conscient quâ??entre la mer et le fleuve, il y a 7 millions de Juifs.ves et 7 millions de Palestinien.ne.s, et que les IsraÃ©lien.ne.s contrÃ´lent les palestinien.ne.s et maintiennent un rÃ©gime de suprÃ©matie juive qui expulse ces derniers de leur terre tous les jours. Tel est notre point de dÃ©part.

Raef Zreik *est juriste et chercheur, expert en philosophie politique et en philosophie du droit, maÃ®tre de confÃ©rences en droit de la propriÃ©tÃ© et en jurisprudence Ã lâ??ONO Academic College, directeur acadÃ©mique associÃ© au Minerva Center for Humanities de lâ??universitÃ© de Tel-Aviv et associÃ© principal de recherche Ã lâ??Institut Van Leer de JÃ©rusalem.*

Source: +972 Magazine

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2023/09/13